

TÉMOIGNAGES Frappés par l'absence de budget de l'Etat, ils sortent de l'ombre.

La colère monte chez les exclus de la réinsertion sociale

RAPPEL DES FAITS

Dans notre édition du 5 janvier, nous illustrions l'une des conséquences sur le terrain de l'absence de budget cantonal: le non-renouvellement de contrats d'insertion socio-professionnelle (ISP). Comme d'autres institutions subventionnées par l'Etat, la Joliette est concernée. Dans cette maison gérée au Val-de-Ruz par le Centre social protestant, cinq personnes touchées ont souhaité témoigner.

FRÉDÉRIC MÉRAT

«C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase.» Mélanie réagit ainsi à la douche froide subie en début d'année. L'annonce de but en blanc du non-renouvellement de programmes d'insertion, «nous l'avons vécue comme un gros manque de respect». A l'ère de la communication, «beaucoup se sont sentis trahis».

La Vaudruzienne observe que «certains tombent très bas, d'autres sont révoltés. C'est pas bon.» Ajouté à d'autres mesures d'économies, le gel de contrats ISP «marginalise les gens; plus tard, on va le payer».

«Nous avons vécu cette annonce comme un gros manque de respect.»

MÉLANIE

Tous redoutent un renvoi à la maison, ainsi que l'isolement et l'inactivité qui l'accompagnent. «Le cerveau ne tourne pas rond quand on ne fait rien», relève Mélanie.

«Quand je viens ici, ça me fait du bien», dit sobrement Cindy. «Il



Mélanie et Cindy ont préféré garder un certain anonymat, notamment par égard pour leurs enfants. CHRISTIAN GALLEY



Shirley, déçue par la gauche, et Thierry. CHRISTIAN GALLEY



Olivier au pied de la statue d'un célèbre réformateur. RICHARD LEUENBERGER

faut être à l'heure, rendre des comptes: ça donne un cadre, une bonne structure.» Thierry résume par cette formule élogieuse: «C'est une source de vie.»

Un pari sur l'avenir aussi: «Vous ne saurez jamais de quoi sont capables les gens si vous ne leur donnez pas leur chance», souligne Shirley.

Certes, un contrat ISP ne débouche pas toujours sur une sortie de l'aide sociale. Mais grâce à lui, «les gens retrouvent une utilité à leur existence. C'est toujours gagnant pour la personne et la société.»

Nos interlocuteurs fustigent donc la majorité de droite du Grand Conseil, qui a refusé le

budget pour l'année en cours. «Il faudrait que les politiciens vivent notre situation pendant un mois», suggère Olivier, à qui il reste 200 francs après avoir payé ses factures. L'équivalent de ce que lui rapportait le contrat d'insertion socioprofessionnelle à la Joliette non renouvelé le 3 janvier.

Thierry ose aussi le parallèle: «On nous supprime 160 ou 200 francs par mois. Est-ce que ceux qui prennent les décisions seraient prêts à diminuer leur budget de 1000 francs?»

La «pseudo-gauche» au pouvoir en prend aussi pour son grade. «Elle ne défend pas les intérêts des citoyens, en particulier des plus fragiles, ceux qui ont le plus besoin de soutien», estime Shirley, socialiste déçue.

«1848 n'est pas loin... Mon cri, c'est aussi pour que ce canton redécouvre.»

OLIVIER

Ces critiques sonnent comme un avertissement: «1848 n'est pas loin», avance Olivier, en référence à la révolution neuchâteloise. Pour la force du symbole, il a tenu à être pris en photo au pied de la statue du réformateur Guillaume Farel, à quelques pas du château de Neuchâtel, siège des autorités cantonales.

«Pas fragiliser le canton»

Le Vaudruzien reconnaît que le canton a besoin de réformes. Mais «il faut éviter de la fragiliser encore et d'empirer les choses». Ainsi, «mon cri, c'est aussi pour que redécouvre ce canton, que j'adore et qui m'a vu naître. On parle de reprise et on met des bâtons dans les roues.»

Olivier est sensible aux signaux d'alarme envoyés par l'économie. L'absence de budget et la suspension de commandes qu'elle peut entraîner menacent des emplois. Détenteur d'un certificat fédéral de capacité de constructeur de routes, il pense d'abord au secteur de la construction. Là où ailleurs, la situation pourrait conduire des entreprises à délocaliser.

Pétition en préparation

Au-delà de leur témoignage, certains de nos interlocuteurs ne restent pas inactifs. L'un d'entre eux a déjà interpellé directement les autorités (lire ci-dessous).

Quant à Thierry, il planche avec d'autres sur une pétition. En ne votant pas le budget, les députés «ont mis les pieds dans le plat, sans se rendre bien compte des conséquences au niveau social. Il faut qu'ils reviennent en arrière.»

Les parcours de vie de ces Neuchâtelois

«Quand on parle d'aide sociale, on voit le gars à la place Pury, à Neuchâtel, avec une aiguille dans le bras», observe Mélanie. Qui sont ces personnes, souvent victimes de clichés? Nos cinq interlocuteurs lèvent un coin du voile.

«A 48 ans, ça fait dix ans que je suis hors circuit», précise Olivier. «J'ai bourlingué au chômage avec de petits jobs. Les employeurs le voient comme de l'instabilité.» Avec sa formation de constructeur de routes, son permis poids lourds ou son expérience de magasinier, le Vaudruzien prend les emplois temporaires quand ils se présentent. Sinon, il vit avec les 2146 francs que lui verse mensuellement l'aide sociale.

Mélanie, 39 ans et «une ado à la maison», est quant à elle en attente d'une décision de l'assurance invalidité (AI). «Je n'ai pas de papier. J'ai travaillé dans le service, la vente ou en fabrique, jusqu'à ce que mon corps lâche.» A côté de son engagement à la Joliette, elle fait du bénévolat auprès de requérants d'asile.

Le contrat d'insertion de Mélanie arrive à échéance à la fin du mois, comme celui de Cindy, 32 ans et sans formation. Malgré ses problèmes de santé, elle s'occupe de son fils de huit ans. «Je suis à l'aide sociale depuis mes 18 ans, mais j'ai fait pas mal de petits boulots.» A la Joliette, Cindy participe principalement à l'atelier couture.

Sans formation et sur la voie de l'AI lui aussi, Thierry, 49 ans, est à l'aide sociale

depuis 2001. «J'ai travaillé dans l'ameublement et en usine. Des épreuves personnelles m'ont mis à genoux, mais je me suis relevé.»

Shirley, 46 ans, est tombée à l'aide sociale en 2013, après «une lourde opération». Celle qui a enseigné les langues dans une école privée est en train de terminer un brevet fédéral de formation d'adultes. Ce projet est lié à son contrat ISP à la Joliette, qui s'achève. La Vallonnière espère quitter l'aide sociale grâce à un engagement dans la restauration en Valais.

Comment vit-on? «Je suis la maman astuces», glisse Mélanie. «C'est la débrouille», dit Olivier. «Je porte des habits de seconde main et je répare moi-même ma voiture. Mais je ne me plains jamais.»

ILS SERONT FIXÉS DANS LES PROCHAINES SEMAINES

Olivier s'est rendu au Château, où il voulait rencontrer, sans rendez-vous, le conseiller d'Etat Jean-Nat Karakash. C'est Silvia Locatelli, chargée de missions au Département de l'économie et de l'action sociale, qui l'a reçu. «J'ai suggéré l'idée de poursuivre mon contrat d'insertion de manière bénévole. J'attends une réponse», explique le Vaudruzien.

Sollicitée par nos soins, Silvia Locatelli comprend que «les personnes directement concernées par la situation puissent se sentir déstabilisées». Elle relève que, à la suite du refus du budget par le Grand Conseil, «le Conseil d'Etat n'est pas encore en mesure de détailler les conséquences précises pour chaque domaine d'action de l'Etat. Il s'agit d'une situation sans précédent.» Et d'ajouter que «le Conseil d'Etat est en train d'examiner les options afin d'apporter des clarifications dans les prochaines semaines. Avec les services cantonaux, il informera prioritairement les partenaires concernés aussitôt que ces nouvelles clarifications pourront être apportées.»